

L'AVANT-GARDE

POUR LA SUISSE

Un an Fr. 4»—

Six mois » 2»—

Trois mois » 1»—

Pour l'Etranger le port en sus.

Organe Collectiviste et Anarchiste.

POUR LA FRANCE

Un an Fr. 8»—

Six mois » 4»—

Trois mois » 2»—

Lettres et argent franco.

Administration et Rédaction de l'Avant-Garde : Chaux-de-Fonds (canton de Neuchâtel, Suisse).

ATTITUDE POLITIQUE du parti Démocrate-socialiste de l'Allemagne.

(SUITE)

« Où en est l'Allemagne ? en 1789, en 1848, ou en 1870 ? »

C'est par cette question que nous avons terminé notre dernier article. Nous devons y répondre aujourd'hui avant d'apprécier l'attitude du parti démocrate-socialiste allemand.

Depuis 1789, la France a proclamé trois fois la République; l'Allemagne, pas une seule fois. Sur les édifices publics du peuple français c'est déjà une antiquité que cette inscription: *République*; les monuments de l'Allemagne ont encore à ce sujet toute leur virginité.

En 1789, la France abolit le servage, et proclame l'égalité de tous devant la loi; en 1791 elle se donne une constitution; en 1792 elle brise la monarchie. Violée par un Empereur, elle réclame quand il est battu, et obtient une charte, puis conquiert une constitution; quelque temps après (1848) elle proclame sa seconde République. Bientôt le socialisme apparaît, et sa bourgeoisie effrayée revient à l'Empire; mais dès 1869 elle croit une seconde à l'Empire libéral, et dès 1870 elle réclame de nouveau et elle obtient sa 3^{me} République.

L'Allemagne marche plus lentement.

En 1807, sous l'influence des idées répandues par la révolution française, le baron patriote Stein étant premier ministre, l'abolition du servage, la proclamation de l'égalité devant la loi font leur entrée sur le sol allemand. Mais à peine un mot pour une constitution, pas une syllabe pour la République.

Sept ans après seulement, un mouvement pseudo-constitutionnel se dessine. Il n'embrasse pas encore l'ensemble de l'Allemagne; il surgit dans les petits États, les uns après les autres se donnent des semblants de Constitution: le duché de Nassau en 1814, le Luxembourg en 1815, le duché de Saxe-Weimar-Eisenach en 1816, la Bavière, Bade, en 1818, le Wurtemberg en 1819, le Hanovre à la même époque, le duché de Hesse en 1820, Saxe-Meiningen en 1829; quand aux deux grands États Allemands, l'Autriche et la Prusse, ils boudent longtemps encore les idées libérales. En 1848, seulement, aulendemain de l'explosion populaire française de Février, qui produisit une série d'émeutes en Allemagne, commença un réel mouvement d'ensemble, et à Francfort un parlement national allemand discuta un projet de constitution. Le projet issu des

délibérations oiseuses de cette assemblée, instituait (en 1848!) un Empire d'Allemagne, un Empire avec 2 Chambres, un Empire constitutionnel. Ce projet ne fut jamais appliqué, et il fallut attendre les victoires de 1866 et 1870 pour que le sabre d'un de Moltke fit ce que n'avait pu faire le libéralisme allemand.

Mais du moins à Francfort, — en 1848, plus d'un demi-siècle après la première République française, — pensait-on sérieusement à établir une République allemande? Voici textuellement les paroles prononcées par le vieux Jacoby lui-même en Juin 1848, devant ses électeurs :

« Dans toute l'Allemagne, — sauf à Bade — la Révolution s'est arrêtée devant les autels inébranlables, et a prouvé ainsi que si elle peut poser des bornes à ses rois, elle n'a nullement l'intention de les chasser. Nous devons nous soumettre à la volonté générale, et pour cela, la forme constitutionnelle monarchique est le seul terrain sur lequel nous devons baser notre nouvel édifice politique. »

Oui, et c'est un fait que personne ne saurait mettre en doute; seulement aujourd'hui en Allemagne surgit une poussée républicaine puissante, poussée que démontrent les deux attentats sur le monarque, les crimes de lèse-majesté, et qui s'impose à certains représentants que le peuple à envoyés s'asseoir au parlement.

Ainsi aux trois engendremens de Républiques françaises :

1789 — 1791 — 1792;

1804 — 1830 — 1848;

1852 — 1869 — 1870;

l'Allemagne en oppose une seule :

1807 — 1870 — 187.

La France a le droit de dire trois fois: *Hier*, quand l'Allemagne en est encore à dire: *Demain*.

Mais cela prouve-t-il que l'Allemagne au lieu d'être tout simplement à la veille de la République, soit à la veille de sa première République, c'est-à-dire qu'elle soit en 1792, et qu'elle doive avoir dans son histoire une seconde, une troisième République, un 1848 et un 1870? Cela nous n'oserions le prétendre.

Lorsque dans un précédent article, nous avançons que toutes les nations modernes passent par les mêmes périodes dans leur développement, nous n'entendions pas qu'elles ont même histoire. Le contraire est la vérité. Nous pensons que les différences de tempérament, de temps, de position géographique, sont insuffisantes pour tracer à chaque peuple une voie spéciale dans sa marche vers l'avenir, mais nous savons que ces conditions diverses peuvent au moins multiplier et modifier profondément les petits épisodes de la route commune. Tous les

hommes ont même embryogénie, celle de l'Homme; tous les peuples ont celle du Peuple. Mais, de même que chez les hommes, il y a des blonds et des bruns, des forts et des faibles, des braves et des timides, de même parmi les peuples, il y a des nations puissantes et des nations qui ne le sont pas, des froides et des calmes, des chaudes et des colériques. Que toutes ces nations aient une *Histoire générale* commune, d'accord! mais il ne faudrait pas croire qu'il suffit de lire une *Histoire de France* et d'y remplacer les pantalons rouges par des bleus, des képis par des casques à pointe, pour avoir une *Histoire du peuple allemand* sous les yeux.

Il est donc parfaitement possible que, tandis que le peuple français guidé par son esprit logique, entraîné par la fougue de son tempérament, a poussé trois fois à la République, République trop précoce pour vivre, le peuple allemand plus calme, retenu d'ailleurs par l'esprit toujours conservateur de ses chefs, n'atteigne qu'une seule fois cette forme gouvernementale, mais parvienne à la maintenir.

Que nous reste-il donc à savoir? En admettant que le peuple allemand fasse maintenant sa république, il nous faudrait déterminer, d'une manière sûre, si cette république ressemblera à la nôtre de 92, à celle de 1848, ou à celle de 1870. Ce secret va nous être dévoilé par l'étude des différends partis.

Pénétrons dans le *Reichstag*, dans l'assemblée nationale allemande. Nous trouvons là une foule de groupes appelés à défendre des intérêts spéciaux, de religion ou de nationalité, et qui par conséquent ont peu à nous occuper dans une étude purement politique; ce sont les *ultramontains*, les *polonais*, les *alsaciens-lorrains*, les *danois*.

Nous voyons ensuite une foule de groupes *conservateurs* qui s'arrangeraient facilement de l'absolutisme le plus complet.

Voici après trois grands partis: les *libéraux-nationaux*, les *progressistes*, les *démocrates*.

Les libéraux-nationaux, fidèles à l'Empire, et grands amateurs de chartes octroyées, correspondent, trait pour trait, à ces pseudo-constitutionnels, qui dans les chambres françaises forment nos *Centre-droits*. En ce moment, ils se seraient assez accommodés d'un 16 Mai allemand pourvu qu'on les mit du côté du manche.

Les progressistes voudraient — à ce qu'ils déclarent, — la sincérité du régime constitutionnel. Professant une certaine indifférence pour la forme du gouvernement, ce

sont de ces parlementaires, comme ceux de nos *Centres-Gauches*, capables de se rallier à une république bourgeoise, pourvu qu'elle soit la plus forte et qu'elle consente à être gouvernée par eux.

Les *Démocrates* ressemblent à nos républicains modérés, à ces cinq députés de l'Empire dont ils ont toute la faiblesse, et aussi l'incapacité.

Les partis purement politiques que nous venons de nommer se rencontrent donc sur les bancs de la plupart de nos assemblées françaises, en 1791, en 1830, en 1869. Mais il fut un autre parti qui réunit en Allemagne des majorités très importantes de voix à chaque période d'élection : c'est le *parti démocrate-socialiste allemand*; celui à propos duquel nous écrivons ces articles.

Certes, ce n'est pas de ces assemblées de 91 et de 92 que l'amour du pauvre peuple était absent ! et dans le tumulte de leurs débats éclatèrent souvent des voix socialistes ! mais qui oserait dire qu'à cette époque, il y avait en France un parti démocrate-socialiste conscient ?

Nous trouvons bien Rochefort dans la dernière assemblée de l'Empire, et, près de lui, nous voyons Raspail. Mais ceci a-t-il rien de comparable au mouvement socialiste allemand ? Non évidemment.

Il faut arriver à 1848, pour trouver, (pas à la chambre à cause du cens électoral qui en fermait l'entrée), mais dans le peuple, un parti démocrate socialiste véritablement important, *purement démocrate-socialiste*.

Dès que la révolution de Février donne le droit de vote, les communistes du Luxembourg dirigés par M. Louis Blanc, l'organisateur du travail par l'Etat, le Liebknecht de l'époque, présentent au peuple une liste de candidats. Les chefs du socialisme utopiste, Barbès, Leroux, Raspail, mettent en avant leurs candidatures, et le socialisme chrétien a aussi (comme dernièrement en Allemagne) ses proposés et de plus ses élus. Certes, nous ne trouverons pas un grand mouvement d'ensemble, car le travail d'organisation si longuement élaboré en Allemagne, en France n'avait pu se former ; mais nous aurons des résultats partiels d'une grande importance :

Les radicaux socialistes portés sur la liste du Luxembourg (et qui valent bien certain candidat d'impôt des élections allemandes récentes) réussissent par 134,000 voix ; ce sont MM. Caussidière et Ledru-Rollin.

Deux communistes connus passent ensuite : M. Louis Blanc par 120,000 suffrages* et Albert, ouvrier, par plus du 133,000 voix.

Parmi ceux qui échouent, nous voyons : Barbès, Raspail, Leroux, avec 64,000 suffrages, et si Savary, le communiste, reste sur le carreau, c'est avec plus de 60,000 voix.

N'est-ce pas là une démocratie-socialiste en tout comparable à la démocratie socialiste de l'Empire allemand ? MM. Louis Blanc et Liebknecht n'ont-ils pas même programme ? n'est-ce pas même succès électoral des deux côtés, aux deux époques ? Et si l'on veut pousser l'analogie plus loin, ne sont-ils pas flanqués tous deux, ces deux partis,

de socialistes chrétiens comme M. de Lamennais, à droite, et, à gauche d'un parti anarchiste qui se forme et qui commence à attaquer ?

Oui, tout le démontre, tout le prouve, l'Allemagne va à la République, et à la République de 1848.

(A suivre.)

Correspondances.

France.

« Vous pouvez prédire à coup sûr de sanglantes grèves pour cet hiver, dans nos villes manufacturières françaises. Nous les devons au tempérament flegmatique et peu révolutionnaire des meneurs des ouvriers anglais.

Dans sa lutte pour l'existence, l'Angleterre, — je parle de l'Angleterre organisée socialement comme elle l'est aujourd'hui, — doit, cet hiver, jeter les ouvriers de beaucoup de nos manufactures sur le pavé des rues, où ils seront supprimés par la faim, ou tués par le plomb.

L'Angleterre, cela n'est un secret pour personne, ne saurait suffire par l'agriculture à son alimentation. D'après le *Statisticien* (*The Statist.*), dans le courant de 10 années, elle a retiré de son sol 544 millions de quintaux de blé ; elle en a importé 455 millions ; elle a produit 225 millions de quintaux de viande ; elle a dû en faire venir de l'étranger 42 millions. *L'Angleterre donc reçoit du dehors la moitié de sa nourriture.*

Les conséquences à tirer de cette situation économique sont bien simples.

Pour acheter sa nourriture, la moitié de sa nourriture, il faut à l'Angleterre de l'argent : il lui faut d'autant plus d'argent qu'une énorme partie de celui qu'elle gagne est gaspillé pour entourer d'un luxe inouï ses grandes familles aristocratiques, ses seigneurs territoriaux, sa bourgeoisie opulente. Or, nous venons de le voir, elle ne peut se procurer de l'argent par des produits agricoles qu'elle n'exporte pas ? il ne reste donc pour le lui fournir que son exportation manufacturière. De plus, l'Amérique, la Russie sont garanties par leurs systèmes protectionnistes, il faut donc qu'elle encombre, qu'elle inonde, les marchés européens qui lui restent ouverts, et les marchés de France en particulier.

Ce n'est pas tout. On comprend combien l'Angleterre serait peu avancée si ses produits s'accumulaient sans se vendre, avilissaient leurs prix, obstruaient les débouchés ? Il est indispensable que ses produits manufacturés non seulement soient de bonne qualité, mais que leurs prix augmentés des frais de transport restent au-dessus de ceux des produits indigènes. Jusqu'à ce jour, elle était parvenue à atteindre ce résultat grâce à la supériorité de son outillage, à l'abondance de ses capitaux, à l'habileté de ses fabricants, à la hardiesse de ses comptoirs ; actuellement, il paraît que ces moyens ne suffisent plus : on fait fond sur le calme de l'ouvrier anglais, et on économise sur la main d'œuvre, *on baisse le taux des salaires !*

« Les réductions de salaire, s'écrie l'auteur des *Lettres industrielles* publiées par le *Temps*, sont apparues tout à coup comme l'arme de guerre la plus dangereuse aux mains de la concurrence anglaise. Mais, la France peut-elle se servir de cette arme ?

Avec le caractère bouillant de ses classes ouvrières, peut-elle s'engager plus avant dans la solidarité d'un système qui conduit fatalement aux grèves quand il ne conduit pas à l'émeute ? Sans doute, les manufacturiers réunis à Remiremont (Vosges) ont repoussé avec énergie l'idée de recourir aux réductions de salaire. Mais seront-ils longtemps libres de suivre, sur ce point, les inspirations de leur patriotisme ? »

Nous sommes donc dûment avertis.

Ou bien les fabricants français continueront à suivre les inspirations de leur patriotisme et la manufacture française battue sur ses propres marchés mettra la clef sous la porte et tous ses ouvriers dans la rue ;

Ou bien les fabricants français ne seront plus libres de suivre les inspirations de leur patriotisme, et comme leurs patriotes voisins d'outre-manche, ils réduiront le taux des salaires de leurs ouvriers au caractère si bouillant.

Cette épithète *caractère bouillant* est fort joliment trouvée. Voyons un peu dans quelle position, ces fabricants qui reculent devant le devoir de prendre un peu sur leur superflu, mettront une famille ouvrière en réduisant le prix de la journée.

Je prends encore ici des chiffres fournis par les bourgeois.

« On a calculé, dit le même auteur, que sur un budget de 1800 francs, une famille d'ouvriers composée du père, de la mère, et de deux enfants, dépense 1620 francs pour sa nourriture. Les 180 francs qui restent sont pour le logement, le mobilier, le vêtement ! J'ai de nombreuses notes relevées sur place, dans des centres manufacturiers très distants les uns des autres, et d'après les indications les plus minutieuses fournies par les ménagères. Ces notes restent toutes dans la même donnée, quand elles ne constatent pas que la nourriture seule a absorbé le budget tout entier ! »

Nous ne voulons pas noircir le tableau : nous ne ferons pas observer que la moyenne du nombre d'enfants dans les familles ouvrières est non pas 2, mais 4 ; nous ne rappellerons pas que si 1800 francs est un budget moyen, il y a une foule de budgets ouvriers qui n'atteignent pas ce chiffre ; nous raisonnerons sur les chiffres donnés par nos ennemis.

Si, dans une famille dont le budget s'élève à 1800 fr. ainsi répartis, 1620 pour la nourriture, 180 francs pour le mobilier, le vêtement, le logement et le chauffage, vous abaissez le taux du salaire d'une façon si minime que ce soit, ce sont ou les 180 fr. qui disparaissent et voilà, en plein hiver les parents et les enfants tout nus sur les pavés de nos villes ; ou les 180 francs qu'on donne au propriétaire, au marchand de bois, et au tailleur, et alors ce sont les pauvres 1620 francs par an qu'on ébrèche et le pain sort de la maison.

Plus de pain ? alors... vous connaissez l'adage héroïque de nos classes ouvrières... **du plomb !**

Espagne.

Je vous ai déjà donné dans ma dernière lettre quelques renseignements sur l'attitude du parti constitutionnel, qui en ce moment, tient en échec le gouvernement de Canovas. Ce parti avait déclaré que si les élections prochaines ne sont pas libres, il sera obligé, d'avoir recours à la force ; que s'il prend part aux élections provinciales,

* Que sont à côté 20,000 voix donnés à Berlin à M. Fritsche.

** Aujourd'hui, en Allemagne, comme en France, en 49, on voit dans l'étalage de certains libraires des photographies du pape, des catéchismes religieux, et des brochures écrites par des agitateurs socialistes allemands.

ce n'est que pour présenter au peuple le tableau des tripotages électoraux (tableau assez connu d'ailleurs sous tous ses aspects, avec ou sans suffrage universel), et pour justifier plus tard sa retraite du terrain parlementaire et son appel franc et résolu aux armes. Mais, quoique les élections provinciales préparatoires se soient faites comme toujours, c'est-à-dire, sous la pression gouvernementale, et avec toutes les petites chicanes et les expédients habituels, — l'incertitude continue à régner. — L'élément militaire du parti constitutionnel semble être résolu quant à la route qu'il a à suivre; mais l'élément civil, au contraire, s'égare dans toute une mer de subtilités et, espérant toujours la rénovation des Chambres, il laisse le pouvoir se raffermir et préparer à son aise les élections parlementaires qui vont avoir lieu en février.

Cette divergence d'opinions se manifeste aussi dans les journaux du parti, qui, à côté de menaces masquées, font des déclarations de leur respect pour la légalité et des promesses de se soumettre à la constitution actuelle.

Les autres partis politiques continuent leurs conspirations; mais je crois, que malgré tous leurs efforts, leur action sera surbordonnée, pour le moment, à celle du parti constitutionnel. Par suite de certaines circonstances, particulières à la politique espagnole et que je ne peux expliquer ici, c'est au parti constitutionnel, ou plutôt à son chef militaire, le général Serrano, qu'il appartiendra de trancher le nœud gordien de la situation de la monarchie, — situation qui chaque jour devient de plus en plus difficile.

Le nombre des maisons de paysans et de fermiers, mises aux enchères pour des retards dans le paiement des impôts, augmente de jour en jour, et les émeutes contre les impôts d'octroi continuent.

A Constantine, ville d'Andalousie, le jour de la fête de la ville, environ 500 femmes et hommes ont mis le feu aux barraques des octrois, aux maisons du percepteur en chef et du secrétaire de la municipalité, et à l'Hôtel-de-Ville, en criant: « à bas les impôts! » — A Morella, ville forte située non loin de Tortosa, le peuple insurgé a tué le percepteur des impôts. — A Tortosa l'insurrection s'est de nouveau répétée en partie; et l'abolition des octrois a été exigée dans plusieurs autres villes.

La crise industrielle se généralise, et la position des ouvriers devient de jour en jour plus désespérée. A Alcalá de los Gazules, par exemple, les ouvriers après avoir formé un attroupement menaçant, se sont dirigés vers l'alcalde de la ville en exigeant du travail; et l'alcalde a été obligé, pour les calmer, de leur promettre du travail pour le lendemain à la construction d'une route voisine.

Les propriétaires fonciers profitent du manque d'ouvrage pour diminuer les salaires des ouvriers agricoles, et faire faire des journées plus longues.

L'indignation, provoquée par ces mesures est immense. Les incendies de fermes se suivent et détruisent les maisons de ceux des propriétaires qui se distinguent par leurs mauvaises relations avec les ouvriers qu'ils occupent. On a tout lieu de croire que

ces incendies sont des vengeances préméditées et secrètement organisées.

Parmi les faits variés qui démontrent le sentiment de mécontentement général et les courants qui agitent notre pays, les faits qui se produisent dans la plaine de Valence méritent surtout d'être mentionnés. La récolte ayant été mauvaise, les colons allaient se trouver en présence d'une misère générale, s'ils payaient la rente aux propriétaires du sol. Alors, la plupart des colons se sont mis d'accord entre eux pour ne pas payer leurs baux. Ils ont fait connaître leur résolution au moyen de placards, affichés aux arbres, et ont averti ceux qui continueraient à payer les rentes aux propriétaires, que leurs terres seraient dévastées, leurs maisons et leurs récoltes brûlées. Ces menaces ont été exécutées. Quelques colons ayant payé la rente, ils ont eu leurs terres dévastées ou inondées et leurs maisons brûlées. Les baux ne se paient plus.

Ces faits ont jeté la terreur parmi les propriétaires, qui se sont réunis sous la présidence du gouverneur de la province, pour se consulter sur les moyens à prendre pour tenir tête à cette énergique attitude des colons. La première résolution prise fut de demander au gouvernement une augmentation de la gendarmerie. — Accordé, certainement. Quant aux autres mesures, on garde là-dessus le silence le plus strict.

La propagande socialiste-révolutionnaire marche. Des feuilles, des imprimés, et des agitateurs se répandent; et l'accueil qu'ils reçoivent partout est des meilleurs. Vous ne me demanderez pas plus de détails à ce sujet.

Russie.

Une brochure russe, *Les avantages de la dernière guerre*), vient de paraître à Genève. L'auteur de cette brochure, M. Dragomanoff, fait très-bien ressortir les fautes commises par le gouvernement russe en commençant la guerre trop tard, son incapacité pour la conduire, et les absurdités des traités de St-Stéphan et de Berlin. Après avoir tout fait pour empêcher les forces révolutionnaires des pays slaves de se manifester, le gouvernement commet une série de fautes, même au point de vue de son *Etat*, finit par laisser partager arbitrairement la Bulgarie, et livre ces populations slaves qu'il voulait émanciper, à la Turquie et à l'Autriche. Ces guerres et ces traités n'ont produit, d'après l'auteur, que le mécontentement.

Puis, s'adressant au parti libéral en Russie, l'auteur démontre toute l'incapacité de ce parti qui n'a même pas cherché à arracher au gouvernement les quelques misérables libertés qui devraient faire la base du programme de ce parti.

La brochure se termine par un appel à l'armée, qui, après s'être fait massacrer pour la libération de ses frères, va être bientôt lancée par le gouvernement contre le peuple, dès que celui-ci cherchera à manifester ses aspirations.

Suisse.

La section de Genève vient de proposer aux autres sections de la fédération jurassienne de prendre la résolution suivante:

« En présence des attaques ignobles et

* Georg, libraire-éditeur.

des lâches calomnies, dont la presse de toutes nuances accable Hœdel décapité, la Fédération Jurassienne de l'Association Internationale des Travailleurs croit de son devoir d'exprimer ses plus profondes sympathies pour ce nouveau martyr des revendications populaires.

Le coup de revolver de Hœdel, en retentissant au milieu de la vile prosternation, affichée devant la monarchie par ceux qui se considèrent comme représentants de la pensée et de la volonté du peuple allemand pendant que ce peuple reste asservi sous le triple joug d'un empire militaire, d'une aristocratie rapace et orgueilleuse, et d'une bourgeoisie exploiteuse, ennemie du peuple, — ce coup de revolver, tiré sur celui que l'on considère comme la personnification de l'ordre de choses actuel, a donné un avertissement funèbre à l'infâme société bourgeoise.

Il nous rappelle notre devoir: guerre, sans trêve ni merci, à tous les exploités.

Et, tant que cette guerre durera, l'humanité conservera la mémoire du ferblantier Hœdel, qui a su sacrifier sa vie pour lancer un sublime défi à la société et, avec son sang, jaillissant sous la hache du bourreau, a su inscrire son nom sur la longue liste des martyrs qui montrent au peuple la route vers un meilleur avenir, vers l'abolition de toutes les servitudes économiques et politiques.

Gloire à Hœdel, guerre à ses assassins!

Au moment où nous mettons sous presse l'immense majorité des sections, l'unanimité moins une, a accepté cette résolution.

Océanie.

Nouvelle Calédonie. — Un de nos amis nous communique une lettre personnelle qui lui est adressée par un de nos camarades déportés. Nous nous empressons de porter à la connaissance de nos lecteurs les passages auxquels nous pouvons sans inconvénients donner de la publicité:

« Si vous pouviez vous figurer combien il nous est agréable de recevoir des nouvelles de ceux que l'on a connus avant et pendant la Commune et desquels on n'a plus entendu parler depuis. — Sont-ils morts? — sont-ils vivants? — Ont-ils pu échapper à tant de massacres? Voilà, ce que nous les captifs nous nous demandons chaque jour. En même temps que nous sommes heureux de recevoir des nouvelles des personnes, il est aussi bien consolant pour nous d'apprendre que la démocratie sociale n'est pas restée inactive, qu'elle travaille au contraire très-activement, qu'elle s'affirme chaque jour d'avantage, qu'elle se meut, qu'elle vit enfin; car l'absence de mouvement pour une société c'est la mort! Travaillez donc bien, mes bons amis, vous qui pouvez. Travaillez pour nous qui sommes réduits à l'impuissance. Travaillez pour les captifs, pour la cause, pour la révolution; nous sommes avec vous de cœur et de pensée.

« Votre lettre a produit ici un très bon effet. — Elle relève les courages abattus, elle retrempe les cerveaux ramollis par les peines morales que nous avons à supporter, les privations matérielles que nous avons à subir; elle donne de l'énergie aux timides, de l'espoir à ceux qui désespèrent et de la confiance à ceux qui doutent.

« Nous avons déjà une vingtaine de suicidés et autant d'aliénés; il y en a beaucoup qui perdent la mémoire. Tout cela est

causé, le plus souvent par des chagrins de famille, *suppression ou cessation de correspondances*.

« L'administration, obéissant à un mot d'ordre venu de Paris, *profite de ces symptômes de découragement* pour engager les déportés à faire des recours en grâce; *affirmant que personne ne sortira sans cela de l'île des Pins; qu'il n'y aura jamais d'amnistie*, et au besoin, *elle menace* ceux qui travaillent pour elle, de leur enlever le travail s'ils ne signent pas de recours en grâce.

« Vous me demandez des renseignements sur notre situation; je vais essayer de vous en donner quelques-uns, car je ne puis tout vous dire aujourd'hui, je vous donnerai la suite dans ma lettre prochaine.

« A notre arrivée à l'île des Pins, habitée par les Canaques, on nous fit camper en pleines broussailles; il n'y avait ni routes, ni habitations sauf une vingtaine de baraques mauvaises, en paille, construites en forme de bonnet de police, par des forçats. Il y avait de quoi loger 200 déportés et le 17 février le nombre des déportés s'élevait à près de 1500 ! Vous pouvez juger combien il en resta sans abri. On nous donna des tentes pour nous abriter jusqu'à ce que nous nous soyons construit des habitations, *à nos frais bien-entendu*. — Mais que de difficultés ! point de marteaux, point de clous, point de hachettes, point de scies; il fallait couper son bois comme l'on pouvait, car, chose dérisoire, l'administration avait fini par distribuer une cognée par 40 hommes. Il fallait lier le bois avec des lianes.

« Quant à la nourriture la voici: nous recevons nos vivres en nature; ils se composent de 700 gr. de pain, 250 gr. viande fraîche quatre jours par semaine, 200 gr. de conserves les autres jours, le vendredi 225 gr. de lard salé; comme légumes, 3 ou 4 fois par semaine 17 ou 18 centilitres de riz à moitié mangé par les insectes. Café vert 20 gr., sucre brut ou cassonade, jadis 25 gr., aujourd'hui 20 seulement. . . . La loi sur la déportation nous accordant les vivres du soldat aux colonies, on peut voir si nous sommes volés! . . .

« Pour les vêtements, nous avons droit tous les ans à 2 chemises, 2 pantalons de toile, 1 blouse de toile, 1 pantalon de mauvaise étoffe que l'on appelle *droguet* et qui ressemble au vêtement des forçats; une casquette, un chapeau de paille, 1 cravate de laine, 2 mouchoirs, 2 paires de souliers. Voilà ce que nous devrions toucher tous les ans, mais lorsque le moment de toucher ces objets est arrivé, il n'y en a pas en magasin, et il faut attendre 3 ou 4 mois. Encore autant de volé !

« Les effets que nous recevions de France pendant les premières années, étaient meilleurs; ce n'est que depuis que le Dr Chavière, *plus garde-chiourme que médecin*, a été chargé de nous habiller que tous nos effets ont été de qualité inférieure. »

(A suivre.)

Nous arrêtons là cette lettre; nous en donnerons la fin dans notre prochain numéro. L'abondance des matières nous force à agir ainsi. Mais nous avons hâte de dire à nos amis, combien ils sont coupables *s'ils laissent* leurs frères sans nouvelles; pour montrer au monde *par quels moyens* on obtient les recours en grâce de quelques déportés, et comment le gouvernement traite *par mot d'ordre* la question de l'amnistie, pendant que MM. Gambetta et Combet en font à Lyon le sujet de « conversations charmantes. »

Nouvelles diverses.

Les élections lyonnaises. — On a fait pas mal de bruit, dans la presse bourgeoise, autour des élections de la 1^{re} circonscription de Lyon. La *Marseillaise* prétendait que la candidature Rochefort allait surgir comme candidature de l'amnistie; la *Marseillaise* se trompait. La lutte — devenue alors sans le moindre intérêt pour nous, sauf un intérêt statistique, — a été enfermée dans une question d'opportunisme ou d'antiopportunisme. Le Dr Chavanne, opportuniste extrême gauche, coupe de Louis Blanc l'a emporté par 8758 voix contre 4000 données ensemble à MM. Habeneck. (3100), Castanier et Milleron. La candidature Habeneck avait un caractère anti-ministériel et anti-religieux assez prononcé; il avait été révoqué de sa place de sous-préfet pour avoir voulu regarder ce qu'il y avait sous la robe des capucins de son arrondissement, et, pendant la période électorale, il s'était écrié qu'il fallait que l'Etat mit la main au collet de l'Eglise.

Aux élections du 14 octobre, le candidat opportuniste aujourd'hui décédé, M. Durand, avait réuni plus de 15,000 voix. L'opportunisme a donc perdu beaucoup de terrain.

La loi contre la démocratie-socialiste en Allemagne. — Après une discussion publique dans laquelle Bismark s'est montré insolent et grossier, et pendant laquelle Bebel (dém. soc) a été assez oublieux des principes pour dire que son parti « n'avait rien à faire avec l'athéisme, le matérialisme, . . . » que son parti était « ami des réformes et ennemi des révolutions », la loi a été renvoyée à l'étude d'une commission parlementaire. Elle en reviendra, paraît-il fortement amendée. Nous reparlerons de ces débats, que le *Vorwärts*, dans un intérêt facile à comprendre, a énormément mutilés, dans le compte-rendu qu'il en a fait pour ses lecteurs.

Les conseils de Prud'hommes en Belgique. — A l'instar de leurs camarades de Gand, nos amis de Verviers ont voulu prendre part aux élections de prud'hommes. Ils ont remporté un semblant de succès dont ils sont tout heureux; leurs candidats ont été élus: ce sont les citoyens Charlier, Hansez Boret, tous trois membres titulaires; Hansenne, Elias, membres suppléants. (Les patrons ont élus aussi trois patrons titulaires et deux suppléants).

Eh bien ! nous ne sommes pas fâchés que nos amis fassent une fois une expérience que la France a déjà épuisée. Nous les avertissons que les conseils de prud'hommes sont un leurre; que si les ouvriers qu'ils ont élus sont fermes, ils manqueront bientôt de travail; 2^o qu'ils n'auront jamais dans le conseil une majorité sérieuse; 3^o que s'ils peuvent quelquefois amener le conseil à donner raison à un ouvrier contre un patron ce sera pour des questions de quelques centimes, et que le conseil en prendra acte pour donner toujours droit au patron dans les questions où il s'agira d'une vingtaine de francs.

Nous attendons que les élus nous montrent *par des actes* comment les conseils de prud'hommes peuvent d'une manière effective défendre les intérêts des ouvriers. Pour nous, le succès que nos amis viennent de remporter est un *succès apparent*; nous attendrons qu'ils nous prouvent en fait que c'est un *succès réel*.

Les députés voyageurs. — Depuis quelque temps, nos députés voyagent. Ils éprouvent le besoin d'offrir leur bedaine aux adorations des populations qui les ont élus, et naturellement leurs amis font en sorte qu'ils ne puissent rencontrer sous leurs pas aucune opposition courageuse;

A Romans (Drôme), M. Gambetta a lâché son discours programme; (6000 auditeurs disent les journaux). Ce discours n'offre rien de bien particulier: M. Gambetta veut une administration républicaine, une armée qui ne fasse pas de politique. (lisez entre les lignes: qui suive la sienne), des juges inamovibles, (mais ayant besoin de l'investiture de son gouvernement). M. Gambetta veut rendre à l'Université la collation des grades et se prononce contre la conversion de l'arrente. M. Gambetta, enfin, nous console en nous assurant que M. de Mac-Mahon ne nous quittera pas après les élections sénatoriales républicaines; « Non, dit M. Gambetta, le président ne se retirera pas, il ne doit pas se retirer, il ne peut pas se retirer, il n'a aucun intérêt à se retirer » — et, ajoute-t-il probablement dans sa barbe: « j'ai intérêt à ce qu'il ne se retire pas avant que je ne sois prêt à prendre sa place. »

Dans un banquet de 120 couverts, M. Louis Blanc, devant qui on avait placé un petit buste de la République fait à sa taille a raconté son livre sur la Convention, avant d'exposer son programme. Ce programme contient, au point de vue politique, l'introduction du principe électif à tous les degrés, et au point de vue économique cette réclamation:

« La recherche active, incessante, des moyens les plus propres à mettre la justice dans l'impôt, à aider le pauvre dans sa lutte contre le despotisme de la pauvreté, à établir la liberté du travail par l'association du travail avec le capital. »

Et il ajoute comme tactique:

« Tout cela ne saurait être l'œuvre d'un jour. . . ne rien laisser au hasard, ne rien brusquer, ménager les transitions. . . »

En un mot: *démocratie, opportunisme, pseudo-socialisme*: tout le programme des démocrates-socialistes allemands lors des dernières élections qui ont eu lieu à Berlin.

Un manifeste. — La Fédération italienne de l'Association Internationale des Travailleurs vient de lancer un Manifeste dans lequel elle met en garde les ouvriers contre ces manœuvres bourgeoises qui, sous prétexte de « Patrie » ou de « République » tendent à les écarter de la voie de leur émancipation. Elle les engage à venir prendre leur place au sein de l'Internationale.

Le bonheur en Suisse. — La Suisse prospère, nous dit-on. Or, nous apprenons, d'après un travail de M. Niederer, que sur une population de 2,654,454 âmes, (la population étrangère flottante non comprise), il y a 180,342 personnes qui sont soutenues par l'assistance publique; bref, **un sur quatre** ! Dans ce chiffre nous ne comptons pas, bien entendu, ceux qui préfèrent la misère, la mort même, à l'assistance publique.

Comment la bourgeoisie civilise. — Le valeureux peuple Bosniaque après avoir lutté trois ans contre les Turcs, lutte maintenant avec le même courage contre l'armée « civilisatrice » de l'Autriche. Hommes, femmes et enfants prennent part à la lutte et ont tenu un mois en échec une armée de 200,000 hommes. Les femmes se battent comme des lionnes, et après avoir tiré la dernière cartouche se défendent au couteau. Mais, que voulez-vous ? L'Autriche a besoin de nouveaux marchés. Donc, périssent les Bosniaques !